

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 12/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERRE FRERES ET CIE

Quartier Saint Jacques
84560 Ménerbes

Références : D-00294-2023
Code AIOT : 0006402061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement SERRE FRERES ET CIE implanté Soubeyran 84560 Ménerbes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERRE FRERES ET CIE
- Soubeyran 84560 Ménerbes
- Code AIOT : 0006402061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERRE FRERES & Cie exploite une carrière au lieu-dit « Soubeyran », sur la commune de MENERBES. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 17 août 1993, modifié par les arrêtés complémentaires du 12 avril 1999 et du 4 février 2004.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection ;
- registre national des terres excavées et sédiments.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Accueil de matériaux en provenance de l'extérieur	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	demande d'actions correctives	Lettre de suite préfectorale	prochain apport de terres
5	Registre national des terres excavées et sédiments	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43-1	/	Lettre de suite préfectorale	prochain apport de terres

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	demande d'actions correctives	Sans objet
2	Accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	demande d'actions correctives	Sans objet
3	Affichage de la référence de l'autorisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	demande d'actions correctives	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite permet de conclure le constat fait lors de l'inspection du 16 décembre 2014 et repris lors de l'inspection du 12 mai 2021 relatif au plan de gestion des déchets inertes, rendu par l'exploitant dans son dossier de demande de renouvellement d'autorisation et conforme à la réglementation. Les constats relevés lors de l'inspection du 12 mai 2021 peuvent être clos.

Concernant les constats réalisés le 27 avril 2023, il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre dont le contenu est conforme à la réglementation, et de passer par le registre dématérialisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : Point de contrôle issue de la précédente inspection du 12 mai 2021.</p> <p>Conformément à ce qui avait été acté dans le rapport de l'inspection du 12 mai 2021, l'exploitant a réalisé une mise à jour de son plan de gestion des déchets d'extraction (PGD) dans le cadre de son dossier de demande de renouvellement déposé en préfecture le 27 mars 2023. Le PGD comprend bien les informations requises par la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : Point de contrôle issue de la précédente inspection de 2021. L'accès à la carrière est interdit par la présence de clôtures, de merlons et de blocs de pierre, ainsi que par un portail cadenassé. Des panneaux signalant la présence de la carrière et les dangers associés (chute, noyade) sont présents au sein du périmètre de la carrière et à proximité des zones clôturées. Les panneaux à l'entrée du site, rappelant les consignes en matière d'EPI, ont été remplacés.

Observations : l'exploitant devra compléter le panneautage interdisant l'accès sur les clotures de telle sorte que de chaque panneau le suivant soit visible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Affichage de la référence de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Panneau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut

être consulté.
<p>Constats : Un panneau est en place à droite du portail d'entrée. Ce dernier est vieillissant.</p> 
<p>Observations : L'exploitant procédera à son changement dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Accueil de matériaux en provenance de l'extérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III – article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Tracabilité des matériaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 12.3 III de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 :[...] L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. [...]</p> <p>article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

Ce registre ne comporte pas l'ensemble des informations requises par la réglementation à savoir celles listées à l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 et suivants du code de l'environnement.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre préfectorale
Proposition de délais : prochain apport de terres

N° 5 : Registre national des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, Tracabilité des terres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats : Le registre chronologique de réception de terres présenté par l'exploitant tenu depuis 2015 fait état de 940 m3 de terres reçues et remblayées sur le site. La réception des terres dans un but de valorisation ne peut donc être exemptée de déclaration au registre (R541-43-1 IV 3° : "Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m3.).</p>
<p>Observations :</p> <p>Pour les prochains apports de terres, l'exploitant devra déclarer ces derniers au registre national des terres excavés et sédiments.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments permet de s'acquies de l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I du R.541-43-1 et dont le contenu est prescrit à l'article 1er de l'arrêté du 31 mai 2021 . (https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr)</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre préfectorale
Proposition de délais : prochain apport de terres